

PRENONS LE PARTI DE LA FRATERNITÉ

LES PROPOSITIONS
DU SECOURS CATHOLIQUE

► TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE ◀

UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE ET SOLIDAIRE, C'EST POSSIBLE. ET SI ON ESSAYAIT ?

NOS CONSTATS

Le Secours Catholique, alerté par ses partenaires internationaux, son réseau national, et inspiré par l'encyclique *Laudato Si'*, s'est engagé depuis plusieurs années dans le soutien à une transition juste et solidaire.

LES PLUS VULNÉRABLES EN PREMIÈRE LIGNE

En effet, les changements climatiques ont ou auront un fort impact sur nos sociétés, et en premier lieu sur les personnes en situation de précarité, dans le monde comme en France, alors même qu'elles en sont les moins responsables et qu'elles ont le moins de moyens d'y faire face.

De l'Amazonie au Bangladesh en passant par Madagascar, paysans, peuples autochtones et communautés locales, « migrants climatiques »... sont autant de publics déjà très concernés par les effets des changements climatiques. Dans un pays comme la France aussi, les moins bien dotés sont les moins bien armés pour s'y adapter comme le révèlent les canicules ou les inondations plus fréquentes.

Au niveau national, la crise des gilets jaunes à l'automne 2018 est venue rappeler combien les choix politiques en matière d'énergie ou de transport, face au défi climatique, devaient être équitables pour être acceptables. C'est aussi ce que font ressortir les débats locaux avec des personnes en situation de précarité que nous avons menés à cette occasion : la transition écologique est nécessaire et souhaitée, pourvu qu'elle soit socialement juste¹. Or les mesures environnementales risquent de renforcer les inégalités si elles ne sont pas pensées avec et pour les plus précaires.

ASSUMER TOUTE NOTRE PART DE RESPONSABILITÉ

Alors même que les alertes des scientifiques sont claires et pressantes², il nous revient, collectivement, d'agir de façon déterminée pour préserver au mieux « notre maison commune » et permettre aux plus vulnérables de s'adapter aux dérèglements à venir. « *Ce qui est en jeu, c'est notre propre dignité. Nous sommes, nous-mêmes, les premiers à avoir intérêt à laisser une planète habitable* » (*Laudato Si'*, 160).

LE RÉCHAUFFEMENT PLANÉTAIRE DE 1,5°C ET 2°C SERA DÉPASSÉ AU COURS DU 21^E SIÈCLE, À MOINS QUE DES RÉDUCTIONS IMPORTANTES DES ÉMISSIONS DE CO₂ ET D'AUTRES GAZ À EFFET DE SERRE NE SOIENT RÉALISÉES DANS LES ANNÉES À VENIR.

1 - Secours Catholique, *Tout ce qui se dit là, il faut que ça remonte*, Contribution au grand débat national, mars 2019.

2 - *Le réchauffement planétaire de 1,5°C et 2°C sera dépassé au cours du 21^e siècle, à moins que des réductions importantes des émissions de CO₂ et d'autres gaz à effet de serre ne soient réalisées dans les années à venir*. Sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental (GIEC) sur l'évolution du climat, 2021.

« Ce qui est en jeu, c'est notre propre dignité. Nous sommes, nous-mêmes, les premiers à avoir intérêt à laisser une planète habitable. » (Laudato Si', 160).

Les conséquences du réchauffement global appellent une réponse globale et une responsabilité partagée, mais différenciée, autrement dit, que les principaux pollueurs assument leur juste part de l'effort. Dans cette réponse mondiale, la France doit promouvoir au niveau national, européen et international une ambition climatique respectueuse à la fois des limites planétaires, en s'appuyant sur les constats scientifiques, des engagements internationaux et des droits des personnes (droits humains et droits des peuples autochtones).

Les signataires de l'Accord de Paris se sont engagés à contenir l'augmentation des températures globales sous les +1,5°C. Pour y arriver, nous devons atteindre la neutralité carbone d'ici 2050³. Au niveau français, l'État s'était fixé une étape intermédiaire à -40% d'émissions de gaz à effet de serre (par rap-

port à 1990) d'ici 2030. Un objectif qui a été porté à -55% d'ici 2030 au niveau européen.

Pourtant, les actes ne suivent pas, au point que l'État a été condamné à plusieurs reprises pour non-respect de ses engagements en matière environnementale. Dans l'Affaire du siècle notamment, en 2021, le Conseil d'État a ordonné au gouvernement de « prendre toutes les mesures utiles » pour compenser les excès d'émissions des dernières années, et lui demande de « réparer le préjudice écologique ». De même, l'État doit payer une astreinte financière pour non-respect des objectifs de qualité de l'air.

80% DE LA BIODIVERSITÉ FORESTIÈRE RESTANTE DANS LE MONDE SE TROUVE SUR LES TERRITOIRES DES PEUPLES AUTOCHTONES.

La transition écologique doit être une opportunité pour construire des sociétés plus justes.

NOS PROPOSITIONS

POUR MENER UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE ET SOLIDAIRE :

➔ **EN FRANCE, PRENDRE TOUTE NOTRE PART À UNE TRAJECTOIRE DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE COMPATIBLE AVEC L'ACCORD DE PARIS, EN PASSANT PAR DES OBJECTIFS SECTORIELS AMBITIEUX ET DES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL ADAPTÉES AUX BESOINS DES PERSONNES PRÉCAIRES.**

La France et l'Union européenne doivent mettre en œuvre des plans d'action climatique ambitieux qui ne laissent personne en marge. Ces mesures fortes ne doivent pas se faire au détriment, mais bien au bénéfice des plus pauvres. Cela passe notamment par :

- ▶ **la réorientation des investissements publics et privés vers les activités nécessaires à une transition écologique juste**, afin de permettre la création d'emplois pérennes et, le plus possible, accessibles aux chômeurs de longue durée (voir fiche Travail et Revenu).
- ▶ **la rénovation des passoires thermiques occupées par des ménages modestes**, à travers un soutien et un accompagnement accrus des projets de rénovation globale et performante de l'ensemble du parc résidentiel, et le renforcement du cadre normatif (voir fiche Logement-Rénovation énergétique).
- ▶ **l'accès de tous à des solutions de mobilité moins polluantes**, particulièrement en milieu rural et dans les zones à faibles émissions, à travers le développement d'infrastructures

³ - Objectifs de l'Union Européenne : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/headlines/society/20190926STO62270/qu-est-ce-que-la-neutralite-carbone-et-comment-l-atteindre-d-ici-2050>



© JULIETTE GALLOU / SCCF

pour les transports en commun et le vélo, l'accompagnement et le conseil en mobilité, l'augmentation des aides à la conversion vers des solutions de mobilité moins polluantes et l'élargissement des tarifications solidaires aux nouveaux modes de transports (autopartage, etc.).

▶ **un accès de tous à une alimentation saine** par une offre durable et de qualité disponible et accessible, et le soutien à l'installation et à la transmission dans la perspective d'une transition agroécologique (voir fiche alimentation).

➔ **AU NIVEAU INTERNATIONAL, PROMOUVOIR DES POLITIQUES DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE AMBITIEUSES ET RESPECTUEUSES DES DROITS HUMAINS.**

▶ **Dans le secteur des terres, soutenir la restauration et la conservation des écosystèmes et reconnaître les pratiques des peuples autochtones** (gestion communautaire des forêts, agroécologie...).

La façon de mener les stratégies de baisse des émissions importe : il faut veiller à ce qu'elles respectent les limites écologiques

de notre planète (dont la biodiversité), les droits humains et ceux des peuples autochtones, la sécurité alimentaire - et notamment, à ce que le recours à des « puits de carbone »⁴ ne mette pas la pression sur les terres agricoles. Recourir massivement aux terres dans le seul but d'y stocker du carbone risque en effet de provoquer l'accaparement des terres au détriment de la production agricole et de la souveraineté alimentaire locale.

C'est en ce sens qu'il convient de **sécuriser les droits fonciers des peuples autochtones**, pour leur permettre de gérer les espaces agricoles et forestiers de façon collective par des pratiques durables, comme l'agroécologie ou l'agroforesterie. Rappelons qu'aujourd'hui, environ 80 % de la biodiversité forestière restante dans le monde se trouve sur les territoires des peuples autochtones.

Une gestion assurée par les populations autochtones permettrait également de réduire la déforestation, par la protection et la restauration des « puits de carbone » (CO₂ stocké dans les forêts, les zones humides).

↑
Photo prise dans le village de Bajo Canampa au Pérou, où vivent 180 familles qui s'identifient au peuple awajún, durant un atelier de cartographie participative. Il s'agit d'un outil essentiel pour la reconnaissance des droits à la terre des peuples autochtones.

4 - Le phénomène naturel par lequel le carbone est séquestré par les arbres et dans les sols est de plus en plus utilisé par différents acteurs pour compenser leurs émissions, à défaut de les réduire suffisamment.

« La forêt est tout ce qu'il nous faut. Sans arbres, comment pouvons-nous avoir de l'eau ? Comment pouvons-nous cultiver du riz, et comment pouvons-nous survivre ? » Témoignage d'un habitant de la commune de Po E, Vietnam, où se déroule un programme soutenu par le Secours Catholique.

▶ **Honorer nos responsabilités à l'égard des pays les plus pauvres en participant à l'engagement financier de la communauté internationale** pour aider les pays vulnérables à réduire leurs émissions et à s'adapter au dérèglement climatique, et en reconnaissant les pertes et dommages subis par ces pays, pour lesquels un soutien financier additionnel est nécessaire.

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)⁵ estime que le seul coût de **l'adaptation** aux dérèglements climatiques pour les pays du Sud (par ex. création de digues), nécessiterait entre 140 et 300 milliards de dollars par an d'ici à 2030 et de 280 à 500 milliards de dollars par an d'ici à 2050, en plus des fonds prévus pour la **réduction** des émissions par les pays vulnérables (par ex. développement des énergies renouvelables).

Concrètement, sur les 100 milliards annuels auxquels s'est engagée la communauté internationale, la France doit s'engager à fournir 8 milliards d'euros par an d'ici à 2025⁶ en augmentant la part de ce financement pour les projets dédiés à **l'adaptation** aux effets des dérèglements climatiques, si cruciale pour les pays les plus vulnérables, pour atteindre 50 % de ces financements climat (soit 4 milliards d'euros par an pour l'adaptation, contre un tiers aujourd'hui)⁷.

Face à l'apparition, dans certains pays, de conséquences irrémédiables du réchauffement climatique (liées, par exemple, à des typhons ou à la montée des eaux), il est nécessaire d'indemniser les pays et les communautés qui subissent ces « pertes et dommages », notamment par le biais d'un soutien financier additionnel aux 100 milliards de dollars annuels déjà promis.

5 - Dans son *Rapport 2021 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation aux changements climatiques*.

6 - Contre 6 milliards aujourd'hui, et 7 milliards promis lors de la COP 26 en novembre 2021. Ce montant devrait augmenter post-2025 pour répondre aux besoins des pays pour faire face à l'évolution du climat.

7 - Dossier de presse COP 26 du Réseau Action Climat. <https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2021/10/dp-cop-26-vf.pdf>

POUR ALLER PLUS LOIN

- ▶ *Marchés carbone agricoles. Compensation carbone : fausse solution pour un vrai problème ?* Rapport du CCFD Terre Solidaire, Carbon Market Watch, IATP, Secours Catholique, 2020. <https://carbonmarketwatch.org/wp-content/uploads/2020/11/Marches-carbone-agricoles.pdf>
- ▶ *Soutenir la transition agroécologique*, Secours Catholique, 2018. https://www.secours-catholique.org/sites/scinternet/files/publications/pla_agro_fr2809-bd.pdf
- ▶ *Tu ne laisserais pas mourir ta terre*, Secours Catholique, 2021. https://www.secours-catholique.org/sites/scinternet/files/publications/2021-etude_des_contributions_des_peuples_autochtones-fr.pdf
- ▶ *Les pistes inexplorées pour ne pas dépasser les 1,5°C*, CLARA, 2018. https://static1.squarespace.com/static/610ffde0dd5c39015edc6873/t/614942a6660b1e207c-5354ca/1632191143536/MissingPathwaysCLARAexecsummFR_2018.pdf

CONTACTS

- ▶ **Clara Alibert**, chargée de plaidoyer international, clara.alibert@secours-catholique.org
- ▶ **Daphné Chamard**, chargée de plaidoyer national, daphne.chamard@secours-catholique.org